

Un article du Point.fr du 31 août :

L'industrie française souffre de la mondialisation. (02.09)

L'industrie française est-elle condamnée par la concurrence des pays à bas salaire ? Une étude commandée dans le cadre des États généraux de l'industrie passant en revue dix des onze filières* jugées stratégiques pour l'industrie française (automobile, luxe, technologie de l'information, aéronautique...) permet de mettre des chiffres derrière la "désindustrialisation" supposée de la France.

L'industrie automobile a été particulièrement affectée. Parmi les filières étudiées, c'est celle qui a le plus souffert ces dix dernières années. En 2009, moins de la moitié des voitures achetées en France (43 %) ont été fabriquées dans l'Hexagone alors qu'elles étaient encore 57 % en 1999. Une tendance pas forcément négative, si dans le même temps la filière avait compensé l'érosion en augmentant ses exportations. Or, cela ne semble pas être le cas : majoritairement exportatrice en 1999, l'industrie automobile française était globalement importatrice l'année dernière. On comprend mieux la colère du gouvernement lorsque Renault a réfléchi à produire une partie de sa Renault Clio 4, une voiture destinée au marché français, en Turquie. D'autant que les véhicules encore produits dans l'Hexagone utilisent de moins en moins de produits et de services français ! Ceux-ci sont passés de 67 % en 1999 à 64 % en 2009. Les Français achètent de moins en moins français

Plombé en partie par l'automobile, l'ensemble de l'industrie française a connu la même érosion. Au global, la France importe maintenant plus de produits industriels qu'elle n'en exporte, ce qui n'était pas le cas dix ans auparavant. Cinq filières restent toutefois exportatrices nettes : la construction navale, les industries de santé, du ferroviaire et de l'agroalimentaire ainsi que l'aéronautique. Cette dernière est la seule à avoir amélioré son ratio exportation/importation en dix ans, preuve que les technologies à forte valeur ajoutée ont encore de l'avenir.

Mais, afin de réaliser ces performances, la filière aéronautique française a de plus en plus recours aux produits et services étrangers pour réaliser sa production. Et il en va de même pour toutes les filières étudiées. La part de composants et de recherche-développement dans un produit fabriqué en France est passée de 75 à 69 % en dix ans. Seuls la construction navale et le secteur des technologies de l'information et des télécommunications ont augmenté leur part de produits français utilisés dans le processus de production.

Marquer les produits européens

Et ce n'est pas la demande qui freinera cette tendance défavorable pour l'industrie française. Malgré le rejet des délocalisations par les Français, les consommateurs (et les entreprises françaises) achètent de moins en moins de produits hexagonaux... Des constats qui conduisent le ministre de l'Industrie, Christian Estrosi, à affirmer qu'il faut "*protéger l'usine, protéger l'ouvrier, protéger le technicien, protéger l'ingénieur et leur matière grise et leur savoir-faire que nous avons perdus pour un certain nombre d'entre eux depuis près de dix ans dans des proportions trop importantes*". Il a indiqué qu'il allait lancer le débat avec l'Union européenne "*pour lui faire entendre l'évolution des règles auxquelles il faut que nous puissions aboutir*" pour un marquage de l'origine des produits fabriqués en Europe.

* L'Automobile, l'aéronautique (et spatial), la construction et la réparation navales, les technologies et services de l'information et de la communication, l'industrie de la mode et du luxe, les industries de biens de consommation, la chimie et les matériaux, les industries de santé et l'agroalimentaire. La filière des éco-industries identifiée comme stratégique n'a pas été incluse dans l'étude en raison de la difficulté d'effectuer un suivi statistique.

Commentaire.

Cet article confirme l'analyse que j'avais faite dès 2005, notamment dans le site.

A propos du capitalisme, on ne devrait peut-être pas parler de développement ou de crise, mais de sa nouvelle orientation depuis les années 80-90 qui a conduit au développement économique en Chine et dans les pays d'Asie du Sud-est, en Amérique latine, qui sonne le glas de la suprématie des pays capitalistes dominants ou conduit à un nouveau partage des richesses produites dans le monde et à un nouveau rapport

de force politique entre pays capitalistes, et forcément à de nouvelles tensions politiques à défaut de guerres, pour le moment.

Un article des Echos du 2 septembre :

4.000 milliards de dollars sont traités chaque jour sur le marché des changes mondiaux. (03.09)

Le marché des devises est de loin le plus imposant, avec des échanges qui représentent chaque jour 10 fois ceux observés sur les actions. Mais l'enquête triennale de la BRI montre un ralentissement de sa croissance. Le dollar reste la monnaie la plus traitée, malgré une légère érosion. Londres est la première place devant New York.

4.000 milliards de dollars. C'est le montant astronomique des transactions quotidiennes sur les marchés des changes, qui ont augmenté de 20 % entre 2007 et 2010, selon le rapport triennal de la Banque des règlements internationaux (BRI). Le marché mondial des devises est de loin le plus imposant, avec des échanges qui représentent chaque jour 10 fois ceux observés sur les actions et environ 4 fois ceux traités sur les obligations, selon des estimations de Deutsche Bank. De quoi faire réfléchir les banques centrales, qui souhaitent y intervenir pour influencer sur le cours de leur monnaie. Cette taille colossale n'est pas l'assurance que les devises, comme les autres actifs, soient prémunies contre une chute de la liquidité, phénomène observé dans les années 2000 et durant la dernière crise.

C'est l'explosion des transactions au comptant, qui sont passées de 1.000 à 1.500 milliards de dollars, qui explique la plus grande part de la progression de l'activité sur les changes. L'autre grande composante des transactions, les swaps de changes, qui représentent 44 % du total des volumes, a peu évolué en trois ans. Pour la première fois, les transactions nouées avec les institutions financières autres que les banques (fonds, « hedge funds », assureurs, banques centrales) ont dépassé celles nouées entre banques. Dans les enquêtes de 2001 et 2004, le rapport était environ de 1 à 2 au bénéfice de ces dernières. En 2010, le marché interbancaire sur les devises pèse pour 39 % du total, et les autres institutions financières, pour un peu moins de la moitié (48 %). Les acteurs comme les entreprises ou les gouvernements ne pèsent que pour 13 % du total du marché.

Le dollar reste incontournable

Il reste que la progression des volumes entre 2007 et 2010 (on est passé de 3.370 milliards à 3.981 milliards de dollars échangés quotidiennement) marque un ralentissement par rapport aux enquêtes précédentes de la BRI. En effet, les volumes avaient bondi de 56 % entre 2001 et 2004, et de 72 % entre 2004 et 2007. La crise est passée par là : les mouvements erratiques ont entraîné une baisse de l'appétit pour le risque et une réduction des prises de position, notamment après des pertes enregistrées sur certaines opérations spéculatives (« carry-trade »). L'excès de volatilité, de désordre et l'absence de tendances après trois années (2004-2007) porteuses ont provoqué un ralentissement sensible des échanges.

Comme lors des précédentes enquêtes, l'euro-dollar reste sur son piédestal. C'est la parité la plus traitée (28 % du total) devant le dollar-yen (14 %) et le dollar-livre sterling (9 %). Le poids d'autres devises périphériques comme les dollars australien et canadien a progressé : ces monnaies ont été l'objet des opérations de « carry-trade », très populaires et rentables, : les opérateurs empruntent dans des devises à faible taux d'intérêt (dollar ou yen) pour les placer sur des devises (dollars canadien, australien, ou réal brésilien...) qui offrent des taux d'intérêt plus rémunérateurs et tendent à s'apprécier. D'autres devises émergentes, tels la lire turque, le won coréen ou le dollar de Singapour, ont connu des transactions en hausse. Incontournable, le billet vert reste « impliqué » dans deux fois plus de transactions que l'euro. Sa part de marché globale a décliné depuis 2001, mais très modestement. C'est la place de Londres qui demeure le premier marché interbancaire sur les changes avec près de 37 % de part de marché, en progression constante depuis 2004. En seconde place, New York attire 18 % des échanges, Tokyo (6,2 %) et Singapour (5,3 %). En Europe, c'est la Suisse (5,2 %) qui est à la première place. Avec 3 %, Paris reste un marché marginal, talonné par la République tchèque (2,4 %), qui grignote inexorablement des parts de marché depuis 2001.

(Les transactions quotidiennes sur les marchés des changes sont passées de 1.500 à 4.000 milliards de dollars entre 1998 et 2012 - Ndir)

Un article du JDF du 2 septembre :

Premier semestre en fanfare pour les sociétés du CAC 40. (03.09)

L'effet de base était particulièrement favorable. Mais globalement, les sociétés cotées sur le CAC 40 - l'indice boursier qui regroupe les 40 plus grosses capitalisations boursières en France, en tête desquelles Total - peuvent se vanter d'avoir enregistré au premier semestre de l'exercice 2010 des bénéfices en hausse de 86% par rapport aux six premiers mois de 2009. Les profits ont ainsi presque doublé, atteignant quelque 41,5 milliards d'euros, contre moins de 23 milliards un an plus tôt. Pour rappel, sur toute l'année 2009, leurs profits s'élevaient à 47 milliards d'euros.

A elles seules, Total, BNP Paribas et France Télécom compte pour le tiers des bénéfices totaux. Total restant l'entreprise la plus rentable de France (de très loin) et continuant sa route, avec une progression de ses profits de 28,1% au premier semestre 2010 par rapport au premier semestre 2009. Autres entreprises qui ont bien géré la première moitié de l'année: L'Oréal et LVMH, le luxe étant un marché toujours juteux, Sanofi-Aventis et Capgemini, qui poursuivent leur stratégie d'acquisitions.

Ces performances sont alléchantes... Mais sans comparaison avec l'explosion de Société Générale. La progression du bénéfice net de la banque donne le vertige: +6825%. C'est 70 fois plus que l'année dernière, alors que le profit semestriel dégagé l'an dernier était de... 31 millions d'euros. Crédit agricole fait partie des meilleures progression du CAC 40 (+110%). Chez Saint-Gobain, les profits ont quadruplé, grâce à des prix de ventes relevés.

Du côté des bonnes nouvelles pour les entreprises, il y a aussi celles qui ont su transformer leurs comptes du rouge au vert. Comme Arcelor Mittal, passé d'une perte de 1,4 milliard d'euros au premier semestre 2009 à un bénéfice de 1,8 milliard au premier semestre 2010. Les constructeurs automobiles Renault et Peugeot PSA se réjouissent d'avoir effacé les pertes record de 2009. Entre janvier et juin 2009, Renault avait essuyé un résultat net de -2,7 milliards d'euros (-962 millions d'euros pour Peugeot). Carrefour a aussi renoué avec le positif.

En revanche, certaines sociétés du CAC 40 ne sont pas parvenues à faire mieux que l'année dernière. A l'instar d'EDF, dont les bénéfices ont été affectés par des provisions pour couvrir les risques de perte de valeur de ses activités nucléaires aux Etats-Unis. Lagardère a été plombé par les mauvaises performances d'EADS, qui lui-même a vu ses profits dégringoler de moitié.

Entre le blanc et le noir, Lafarge, Vinci et Bouygues ont plutôt stagné au premier semestre en rythme annuel alors Le secteur de la construction continue de souffrir de la morosité de l'économie américaine notamment.

Finie la crise, pour les entreprises ?

Avec des bénéfices presque doublés, peut-on penser que les fleurons français sont sortis de la crise ? Pas vraiment. En regardant les performances en termes de ventes, le score est moins reluisant: la somme des chiffre d'affaires s'élève à 625 milliards d'euros, soit une hausse de 9,8%.

La conclusion à tirer de cet écart est que les entreprises concernées ont su tirer profit de la maigre reprise pour dégager de bonnes marges après s'être restructurées à la hâte. Mais les faibles ventes nourrissent les perspectives d'une reprise molle des volumes, alors que l'économie française, européenne et mondiale sont à la peine.

Au final, en Bourse, le résultat est mitigé. Au 30 juin 2010, le CAC 40 plongeait de 16,7% par rapport à début janvier. Avec de grosses souffrances pour les secteurs bancaire et pétrolier, les valeurs de la construction et les services aux collectivités. Parmi les rares sociétés qui affichent du vert en Bourse sur le premier semestre, PPR surperforme de loin ses concurrentes (+22% en six mois), et tandis qu'Essilor (+17%), valeur défensive par excellence puisque ses activités sont liées à des phénomènes de fond comme le vieillissement de la population, s'est distingué. Vallourec (+12%) et EADS (+20%) se sont bien défendues.

Le résultat net part du groupe cumulé et le chiffre d'affaires cumulé du CAC 40 ont été calculés par la rédaction de Reuters à partir des comptes publiés par 38 valeurs de l'indice, Alstom et Pernod Ricard publiant leurs comptes de manière décalée.

Un article des Echos du 3 septembre :

Le CAC 40 a fondu de moitié depuis son record du 4 septembre 2000. (04.09)

L'indice parisien frôlait les 7.000 points le 4 septembre 2000. Plus de 400 milliards d'euros sont partis en fumée depuis, la décennie ayant été ponctuée par trois crises de très grande ampleur : Internet, « *subprimes* » et dettes souveraines. De quoi décourager les investisseurs, notamment les particuliers.

« *Un souvenir cuisant d'ivresse collective.* » « *Un anniversaire douloureux* », « *une leçon d'humilité* ». Lorsqu'ils se souviennent du 4 septembre 2000, les professionnels de marchés ne versent pas dans la nostalgie. C'est à cette date, il y a tout juste dix ans, que le CAC 40 frôlait les 7.000 points, atteignant un sommet à 6.922,33 points en clôture. Une décennie plus tard, les investisseurs ont déchanté. L'indice phare parisien évolue péniblement autour des 3.600 points. Il a perdu près de la moitié de sa valeur et, en dix ans, près de 430 milliards d'euros de capitalisation boursière sont partis en fumée.

« *On a passé la moitié de la décennie en crise* », observe Christophe Donay, responsable de la stratégie chez Pictet & Cie. Trois événements majeurs se sont, en effet, succédé en quelques années : l'effondrement de la bulle Internet, la crise des « *subprimes* » et celle, plus récente, de la dette souveraine. Entre-temps, des centaines d'entreprises en « *.com* » ont mis la clef sous la porte, des milliers d'épargnants qui pensaient s'enrichir en quelques clics se sont détournés de la Bourse et les investisseurs se ruent désormais sur l'obligataire, que certains annoncent comme la prochaine bulle...

A la différence d'autres grands indices mondiaux, comme le Dax ou le Dow Jones, le CAC 40 n'a jamais retrouvé son point haut de 2000. « *Et pour arriver à 7.000 points en trois ans, il faudrait une croissance de 26 % par an. Autant dire que c'est peu probable...* » fait remarquer Jean-Louis Mourier, économiste d'Aurel.

« Le marché était en plein rêve »

Il faut dire qu'en dix ans, l'indice a bien changé. Le secteur des TMT (télécoms, médias, technologie) pesait en 2000 pour 40 % du CAC 40, contre seulement 6 % actuellement. France Télécom, alors première pondération de l'indice, a perdu 87,5 % depuis, Alcatel-Lucent 98 % ! « *Ces chutes reflètent la démesure de l'époque. On croyait à un nouveau paradigme, sur fond de révolution technologique. Sous la pression du marché, les analystes cherchaient à justifier des valorisations irrationnelles par tous les moyens* », se souvient Pierre-Yves Gauthier, cofondateur d'AlphaValue. « *Le marché était en plein rêve, certaines valeurs technologiques avaient des PER [multiples de valorisation, NDLR] de 50* », renchérit Christophe Donay. Il y a dix ans, le CAC 40 capitalisait presque 25 fois les bénéfices des entreprises, alors que la moyenne de long terme est de 15 fois, et que le niveau actuel est d'un peu plus de 10 fois, selon les calculs d'Aurel, sur la base des prévisions de profits à douze mois.

Il est pourtant difficile d'imaginer que le marché reprenne son envol à moyen terme, compte tenu de la conjoncture morose et des craintes qui entourent l'économie américaine. Malgré le quasi-doublement des profits des 40 valeurs composant l'indice ce semestre, à 41,6 milliards d'euros au total, la Bourse a du mal à se stabiliser. « *Le CAC 40 à 7.000 points ?... Vous écrivez un article de science-fiction ?* » s'amuse un professionnel.

A quand un retour du CAC 40 à 7.000 points ?

Pierre-Yves Gauthier (AlphaValue) : « *On risque d'attendre longtemps ! Les multiples de valorisation devraient rester relativement faibles, l'environnement étant peu favorable aux actions sur un plan réglementaire. Pour que le CAC 40 progresse fortement, il faudrait que les profits, déjà très élevés, bondissent encore plus, ce qui paraît peu probable.* »

Romain Boscher (Groupama AM) : « *Si on prend en compte un rendement historique, hors dividende, autour de 4 %, il faudrait environ quinze ans. Mais c'est très théorique, sans prendre en compte les effets de psychologie du marché, ni l'aspect dividende, qui va prendre de plus en plus d'importance. Ensuite, la conjoncture internationale joue un rôle majeur : quand on achète du CAC 40 aujourd'hui, on achète avant tout le reste du monde, la moitié des revenus se faisant hors d'Europe. Bref, nous devrions renouer avec les plus hauts bien avant quinze ans !* »

Frédéric Buzaré (Dexia AM) : « *La typologie diversifiée du CAC 40 fait qu'un rebond massif prendrait du temps. Les titres étaient davantage corrélés en 2000. Toutefois, la hausse devrait être plus stable qu'à la fin des années 1990 compte tenu de la proportion de valeurs défensives avec de forts rendements.* »

Christophe Donay (Pictet & Cie) : « *Il faudrait avoir un environnement très porteur, avec, au cours des cinq à six prochaines années, une croissance annuelle du PIB réel de l'ordre de 3 % dans les grands pays développés (alors que, selon nos prévisions, elle va plutôt avoisiner 1,5 %), une progression des profits de 15 % par an (contre une prévision de 7 %-8 %) et une profitabilité des entreprises de 15 % (le niveau actuel l'approche, mais on attend un recul).* »

Didier Bouvignies (Rothschild & Cie Gestion) : « *C'est sûr que l'on reverra le CAC 40 à 7.000 points, mais il est impossible de prévoir quand. L'indice est aujourd'hui au même niveau qu'en 1998. En douze ans, le PNB français a augmenté de 47 % et les profits de 79 %. C'est dire si les investisseurs ont compressé la valorisation ! Pour qu'un portefeuille d'actions dégage avec certitude plus que de l'obligataire d'Etat, il faut remonter à 1986.* »

Un article du Figaro.fr du 3 septembre :

«Les pays de la zone euro doivent faire des efforts». (04.09)

INTERVIEW - Le président de la Banque centrale européenne Jean-Claude Trichet estime que la reprise a de fortes chances de «se confirmer de part et d'autre de l'Atlantique». Il s'explique sur les raisons «du succès allemand».

L'Europe a enregistré une croissance plus du double que les Etats-Unis au deuxième trimestre. Que vous inspire cette performance?

Jean-Claude TRICHET - Je ne ferai pas de comparaisons entre la zone euro et les Etats-Unis trimestre après trimestre. Il faut juger sur une durée plus longue ! Ceci dit, je me réjouis de la croissance du deuxième trimestre et de la révision à la hausse des prévisions des experts de la Banque centrale européenne que j'ai annoncée jeudi dernier. J'avais dit dans le passé que si l'Europe avait une croissance significative au deuxième trimestre en dépit de la crise qu'elle a traversée, une partie du crédit en reviendrait au conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne - à tous mes collègues et en France à Christian Noyer. Parce que nous avons fait ce qui était nécessaire pour préserver, consolider et renforcer la confiance dans cette période difficile. Mais, s'agissant de la croissance des prochaines années, nous restons prudents et nous ne déclarons pas victoire.

Le fait que l'euro ait été relativement faible tout au long du premier semestre aurait-il favorisé cette croissance?

Comme vous le savez, je ne commente pas les évolutions des monnaies. Mais j'ai noté avec grand intérêt que la croissance de la zone euro au second trimestre repose avant tout sur sa demande domestique (consommation et investissements) : au total 0,7% de contribution à une croissance de 1%, avec 0,1% de contribution du commerce extérieur et 0,2% pour les stocks.

Les Etats-Unis ont connu au printemps dernier un net ralentissement de leur économie. L'Europe ne risque-t-elle pas de suivre le même chemin?

Essayons de nous inscrire dans une perspective plus longue que les évolutions trimestrielles. Après la terrible récession que nous avons connue en 2008-2009, je crois que nous avons une bonne probabilité de voir la reprise se confirmer des deux côtés de l'Atlantique. J'ai déjà dit à plusieurs occasions que je ne prévoyais pas de « double dip » en Europe et les derniers résultats le confirment. Dans le long terme, compte tenu de notre démographie moins dynamique que celle des Etats-Unis, nous pouvons nous attendre à une croissance inférieure à la leur. Mais je m'attends à une croissance par tête très voisine. De 1999 à 2009 la croissance par habitant est la même dans la zone euro et aux Etats-Unis : environ 1%. Par ailleurs, depuis l'arrivée de l'euro les créations d'emplois ont été nettement plus importantes en Europe qu'outre-Atlantique. Ceci dit le niveau du chômage est inacceptable et il reste beaucoup d'efforts à faire sur le plan des réformes structurelles.

Comment expliquez-vous que l'Allemagne connaisse un redémarrage aussi fort? Doit-on redouter une Europe à deux vitesses?

L'Allemagne est l'économie la plus importante de l'Union et le premier marché pour les exportations de la quasi-totalité des autres pays. Lorsqu'elle se porte mieux c'est évidemment bon pour l'ensemble de la zone euro. J'observe par ailleurs que sa bonne performance actuelle est la récompense de ses efforts. Chacun sait que l'économie allemande est entrée dans l'euro le 1er janvier 1999 avec une compétitivité médiocre, conséquence de sa réunification. Le succès allemand est dû à trois causes. D'abord la modération des coûts unitaires de production : les salaires et les traitements nominaux ont augmenté moins vite que la moyenne de la zone euro et les progrès de productivité ont été au rendez vous. Ces efforts étaient nécessaires et ils ont été poursuivis avec constance sur plusieurs années. Cela suppose un haut niveau de confiance entre partenaires sociaux que l'on souhaiterait retrouver dans tous les pays de la zone euro.

En deuxième lieu, des réformes structurelles importantes ont été menées à bien il y a quelques années, en particulier sur le marché du travail dans un contexte largement bipartisan. Enfin les entreprises allemandes

ont su s'adapter rapidement à la mondialisation. Mais je considère que la modération des coûts a été essentielle.

L'Allemagne peut-elle vraiment servir de modèle pour ses voisins européens compte tenu de ses spécificités industrielles à l'exportation?

Le fait d'être très attentif à ses coûts de production et d'engager des réformes pour rendre l'économie plus souple, peut servir d'exemple à tous ses voisins. Par ailleurs l'Europe dans son ensemble est commercialement très ouverte et peut bénéficier de la reprise du commerce international. Tous les pays de la zone euro, pratiquement sans exception, ont des niveaux d'exportation par habitant supérieurs à la moyenne des autres pays industrialisés, et notamment des Etats-Unis et du Japon.

L'économie allemande peut donc jouer son rôle de locomotive en Europe qu'on attend d'elle?

La BCE est responsable de l'émission monétaire pour un ensemble de seize pays et de plus de 330 millions d'habitants. La zone euro a connu une longue période pendant laquelle plusieurs économies croissaient très rapidement alors que l'Allemagne était en croissance ralentie. Aujourd'hui c'est le contraire. Ces différences n'ont rien d'anormal dans une très vaste économie continentale de la taille des Etats-Unis.

Vous êtes d'accord avec votre homologue de la Fed, Ben Bernanke, pour dire que nous faisons face à «des incertitudes inhabituelles», mais contrairement à lui vous ne craignez pas un risque de déflation. Pourquoi?

Je crois qu'il existe des différences structurelles importantes de part et d'autre de l'Atlantique. La crainte de la déflation, c'est-à-dire le risque d'une baisse générale et durable des prix, se manifeste de temps en temps aux Etats-Unis, même si fort heureusement ce risque ne s'est pas matérialisé. En Europe nous avons la chance d'avoir un ancrage remarquable des anticipations d'inflation, en ligne avec notre définition de stabilité des prix moins de 2%, proche de 2%. Notre performance sur onze ans et demi d'euro explique largement la qualité de ces anticipations. Avec une inflation annuelle moyenne de 1,97% dans la zone euro depuis onze ans et demi, nous avons le meilleur résultat de stabilité des prix depuis 50 ans dans les grands pays européens y compris en Allemagne et en France ! Par ailleurs, comme je l'ai dit jeudi dernier, la BCE considère les taux d'intérêt actuels appropriés pour nous donner la stabilité des prix à moyen terme, sans inflation ni déflation.

L'incertitude du climat économique n'enlève rien à vos convictions : il faut sans tarder s'attaquer à l'endettement public...

Nous considérons que le problème de la dette dans les pays industrialisés concerne tous les agents économiques et les Etats en particulier. La crise redoutable que nous venons de traverser a été dans une large mesure préparée par un surendettement anormal. Cela est particulièrement flagrant s'agissant de l'endettement public. Tous les pays de la zone euro doivent faire des efforts très importants, la France comme les autres. C'est crucial pour la reprise durable. Les Etats doivent convaincre les ménages, les entreprises et les épargnants qu'ils mènent des politiques visant à maîtriser durablement leurs dettes. Le retour de la confiance et la consolidation de la croissance sont à cette condition.

La crise des dettes souveraines, de la Grèce principalement, qui a secoué l'euro au printemps est-elle derrière nous?

Il existe désormais un consensus des gouvernements européens en faveur de la sagesse budgétaire. Ce qui compte maintenant, c'est la mise en œuvre résolue et déterminée des mesures correspondantes sous la surveillance attentive de la commission, en liaison avec la BCE et l'ensemble des gouvernements de la zone euro.

Le Fonds de stabilité financière s'est engagé le 9 mai 2010 à mobiliser si nécessaire 750 milliards d'euros en faveur des pays en difficulté, en incluant les contributions du FMI? Quel bilan tirez-vous de ce déploiement de forces?

Cela illustre la capacité des Européens, face à des situations difficiles, de prendre lorsqu'il le faut des décisions appropriées et courageuses. Les observateurs extérieurs ont parfois du mal à comprendre les procédures de décisions en Europe, qui n'est pas une fédération politique et encore moins un Etat centralisé. Au-delà des décisions prises en mai dernier, regardons les deux précédentes années de crise, 2008 et 2009. Il n'y a pas eu en Europe un équivalent de la faillite de Lehman Brothers en 2008. Nous n'avons pas eu de rejet par un parlement d'un plan de sauvetage bancaire, comme ce qui s'est passé avec le programme « Tarp » que le Congrès américain a d'abord refusé à l'automne 2008. Malgré son système de décision complexe, l'Europe a su faire preuve d'une résilience remarquable.

Pourquoi avoir attendu si longtemps pour lancer un « test de résistance » des banques dont les résultats n'ont été publiés que le 23 juillet, avec plus d'un an de retard sur les Etats-Unis?

Le conseil des gouverneurs de la BCE était persuadé qu'il fallait le faire. Il a fallu convaincre toutes les autorités concernées que c'était la façon appropriée d'organiser la transparence et de communiquer avec les participants du marché. Il faut reconnaître que l'organisation d'un tel exercice, identique pour 27 systèmes bancaires nationaux, constituait un grand défi d'organisation. Je pense que cet exercice a été très utile.

Où en êtes vous dans votre réflexion vis-à-vis des agences de notations dont vous critiquez « l'oligopole », allant jusqu'à envisager la création d'une agence publique européenne?

C'est un très grand sujet et pas seulement pour les Européens. La fonction de notation est essentielle pour le bon fonctionnement de l'économie de marché. Mais il n'est pas nécessairement sain qu'elle se concentre entre trois institutions seulement au niveau mondial. Je ne crois pas que la solution passe forcément par la création d'une institution publique. Il faut continuer de réfléchir. Les bonnes réponses, dans ce domaine, comme dans d'autres, ne peuvent être que mondiales. La solution consistant à segmenter l'économie internationale, au sein de laquelle chaque continent s'efforcerait d'avoir ses propres agences, n'est pas optimale. Il doit par ailleurs être clair que les institutions financières doivent se faire leur propre jugement : la crise des « subprimes » l'a plus que démontré.

Ne serait-il pas souhaitable que le G20, qui a été une réponse à la crise financière de 2008, s'intéresse enfin aux monnaies et à leurs taux de change?

Sur les questions de taux de change il faut distinguer les questions de long terme et les problèmes plus immédiats pour lesquels je m'en tiens toujours à ce dont nous sommes convenus avec nos partenaires des grandes monnaies flottantes. S'agissant de la monnaie chinoise, le message que nous avons adressé aux autorités dans le passé était simple : celui d'une plus grande flexibilité. De ce point de vue, j'ai apprécié avec l'ensemble des ministres et gouverneurs des pays émettant les grandes monnaies flottantes, les orientations vers plus de flexibilité rendues publiques par le Chine le 19 juin dernier.

Un article du Figaro.fr du 2 septembre :

Comment les entreprises freinent la reprise. (04.09)

Les entreprises jouent-elles vraiment le jeu de la reprise? Leurs profits sont excellents de part et d'autre de l'Atlantique au deuxième trimestre. Dans le même temps, la croissance reste trop faible pour réduire le chômage et éloigner le spectre d'une double récession. Des économistes imputent aux entreprises la responsabilité de cet écart grandissant entre profits et croissance.

«Les sociétés n'ont pas partagé suffisamment leurs profits avec leurs salariés, et cela pourrait freiner la reprise», observe Aneta Markowska, économiste chez Société générale CIB. Aux Etats-Unis, la part des revenus des entreprises redistribuée aux salariés a chuté à 59,8% au deuxième trimestre, son plus bas niveau depuis la Seconde guerre mondiale.

Recrutements en berne

Paradoxalement, «les sociétés, qui sont entrées dans la crise avec peu de dettes et n'ont donc pas besoin rééquilibrer leur bilan, accumulent le cash et menacent la reprise», observe Aneta Markowska. Leur cash représente aujourd'hui près de 6% de leurs actifs, contre moins de 4,5% avant la crise. Un niveau inconnu depuis les années 50, d'après les chiffres de Société générale CIB. Traduction la plus flagrante de cette stratégie, elles bloquent les embauches.

Chez Natixis, le responsable de la recherche économique, Patrick Artus, fait le même constat. Lors d'une reprise classique, la hausse des profits entraîne des investissements, donc des créations d'emplois, qui à leur tour produisent de la croissance. Or, cette fois-ci, c'est différent. «La déformation du partage des revenus au détriment des salariés conduit à l'affaiblissement des salaires et des revenus salariaux, donc accentue la faiblesse de la demande intérieure», résume Patrick Artus dans une note. Aux Etats-Unis, il faudra donc plus de temps aux ménages, endettés jusqu'au cou, pour assainir leurs finances, avant de consommer à nouveau.

Grande incertitude

Si les entreprises jouent les fourmis et conservent jalousement leur trésorerie, c'est parce qu'une grande incertitude entourent les prévisions économiques. A cause des craintes de retombée en récession, «elles ne savent pas quels seront leurs profits futurs et (aux Etats-Unis, NDLR) elles ont du mal à mesurer quel sera l'impact des mesures fiscales sur la viabilité de leurs projets d'investissement», selon l'économiste de Société générale CIB.

Croissance en berne, profits en hausse, «il va falloir s'habituer à la divergence», estime Patrick Artus, qui estime qu'il s'agit d'une tendance de fond. D'abord, les grands groupes investissent les marchés émergents à fort potentiel, ce qui dynamise leurs résultats. Ensuite, le gel du marché du crédit qui suivit la faillite de Lehman Brother les a échaudé. Elles veulent maintenant financer elles-mêmes leurs investissements et ne plus dépendre des financements externes.

Document

Articles de presse de septembre 2010

Un article du Figaro.fr du 6 septembre :

La Chine devient le cinquième investisseur mondial. (07.09)

En 2008, l'Empire du Milieu occupait le douzième rang des investisseurs dans le monde. L'an dernier, les investissements d'entreprises chinoises à l'étranger ont ainsi représenté 56,5 milliards de dollars.

Pékin ne boude pas son plaisir avec des jolis chiffres croisés, concernant tant les investissements chinois dans le monde que ceux des étrangers dans le pays. Le *China Daily* a fait en effet sa «Une» sur le fait que la Chine ait bondi au rang de cinquième investisseur mondial. Une progression spectaculaire, puisqu'elle n'occupait que la 12e place en 2008, et qui la positionne de surcroît en tête des pays émergents.

Les commentateurs chinois relèvent fièrement que la Chine «réussit à renverser toutes les tendances mondiales», mettant notamment ce résultat en rapport avec le chiffre global des investissements étrangers dans le monde, en recul d'environ 40% l'an dernier. En 2009, les investissements d'entreprises chinoises à l'étranger ont ainsi représenté 56,5 milliards de dollars, soit une augmentation de 1,1% par rapport à 2008. L'annonce a été faite par le ministère du Commerce, qui estime qu'il s'agit là «*juste d'un début*» et que l'augmentation de ces investissements chinois dans le monde «*va être encore beaucoup plus rapide dans les années qui viennent*». Le montant de 60 milliards de dollars devrait être dépassé en 2010. Même si les relations avec d'autres régions du globe se renforcent sans cesse, 71,4% de ces investissements restent concentrés sur l'Asie, tandis que l'Europe en reçoit 5,9%.

Dans l'autre sens, la Chine continue à attirer les investissements directs étrangers, qui devraient pour la première fois dépasser cette année la barre des 100 milliards de dollars (77 milliards d'euros). Le porte-parole du ministère du Commerce, Shen Danyang, s'est félicité que les étrangers «*se montrent optimistes sur les perspectives économiques chinoises et les efforts de Pékin pour améliorer les conditions d'investissement*». Les responsables chinois se frottent d'autant plus les mains que les hommes d'affaires européens comme américains se plaignent de plus en plus des difficultés d'accès au marché chinois. Et mettent en garde Pékin contre une moindre attractivité du pays.

De manière plus réconfortante et rassurante pour ses partenaires, la Chine a aussi annoncé qu'elle allait «très significativement faciliter les importations», des mots destinés à apaiser les critiques suscitées par son fort excédent commercial. Pékin va ainsi «*assouplir la réglementation sur les importations, diminuer les coûts qui leur sont attachés et faciliter le financement d'importations par les sociétés chinoises*» a déclaré Chong Quan, représentant adjoint de la Chine pour le Commerce international cité par l'agence Dow Jones. Il a notamment cité le secteur énergétique, les technologies de pointe et d'autres équipements.

Cette dernière annonce n'a pas été faite au hasard, au moment même où arrivaient à Pékin deux hauts responsables américains, dont le patron du National Economic Council, Larry Summers. Des envoyés spéciaux d'un Barack Obama à la veille d'importantes échéances électorales en novembre, et donc soumis à une forte pression sur le dossier de la sous-évaluation du yuan.

Un article de Lexpress.fr du 6 septembre :

Pourquoi l'économie américaine est en danger. (07.09)

Des chômeurs de longue durée de plus en plus nombreux, des ménages qui n'osent plus dépenser, des saisies immobilières à nouveau en hausse... La première économie mondiale patine. De quoi doucher les espoirs de redémarrage européens.

"*Jamais la situation n'a été si incertaine.*" Le 11 août dernier, Ben Bernanke, patron de la Réserve fédérale, apparaissait moins comme un sauveur providentiel que comme le témoin un peu gêné de sa propre impuissance. Devant des élus du Congrès angoissés pour leur réélection, en novembre prochain, l'ancien universitaire, spécialiste de la crise de 1929, fort critiqué pour n'avoir su prévoir l'effondrement financier de 2008, ne pouvait, cette fois, que confirmer ses doutes. Après six mois d'embellie et de stimulation forcée, l'économie américaine n'a, de fait, cet été, envoyé que des signaux pour le moins inquiétants. Un chômage persistant, une consommation atone, un marché immobilier toujours déprimé et un déficit commercial aggravé, notamment vis-à-vis de la Chine. Au deuxième trimestre de cette année, la croissance n'a pas dépassé 0,6 % (1,6 % en rythme annuel), un niveau bien trop faible pour influencer de manière significative sur l'emploi et le moral d'une nation. Depuis un mois, la fragilité de la reprise tire Wall Street vers le bas. Et les courses de rentrée, autrefois période faste pour les Wal-Mart, Macy's et autres supermarchés, n'ont pas déclenché la frénésie habituelle.

Le message d'une croissance "*plus modeste que prévu*" arrive au moment même où Barack Obama, fort de deux réformes spectaculaires, celles de la santé et de la réglementation financière, espérait faire du mois d'août préélectoral son "*été de la reprise*". Il en est quitte pour l'affront infligé par un panel de 53 économistes réunis par le *Wall Street Journal*, qui, pour les deux tiers, s'inquiètent non seulement d'une possible rechute dans la récession (le fameux W, le "*double creux*"), mais aussi d'une éventuelle déflation, ouvrant une "*décennie perdue*" comparable à celle vécue par le Japon dans les années 1980.

Le chômage reste bloqué à un taux de 9,5 %

La relance tant espérée de la consommation, moteur de 70 % du PIB américain, n'est pas au rendez-vous : les dépenses des ménages n'ont augmenté que de 1,6 % entre avril et juin, et l'indice de confiance des consommateurs, malgré une remontée de deux points en août, "*n'approche en rien d'un niveau qui puisse caractériser une période de croissance*", reconnaît David Rosenberg, économiste du cabinet de conseil Gluskin Sheff.

La raison de cette morosité est évidente : si les entreprises ont massivement investi, leurs emplettes de logiciels et de biens d'équipement dernier cri n'ont contribué qu'à améliorer leur productivité, sans créer suffisamment d'emplois. En dépit d'une baisse de un point depuis janvier, le chômage reste bloqué à un taux de 9,5 %. Un chiffre inédit depuis trente ans, qui recouvre le quotidien désespérant de près de 15 millions d'Américains sans travail. Et une toute nouvelle réalité : le rallongement extrême de la durée de recherche d'un emploi. Six mois en moyenne, dans un pays où, jusqu'en 2007, l'indemnisation s'arrêtait, justement, après six mois. Trois extensions des aides publiques sont restées sans effet pour 1,4 million de chômeurs, en rade depuis plus de 99 semaines, la limite extrême de l'indemnisation dans les 30 Etats les plus protecteurs. Ces fameux "99ers" représentent maintenant une classe de défavorisés à part. Ils incarnent un chômage structurel, incompatible avec une culture américaine fondée sur la fluidité du marché du travail et les "*secondes chances professionnelles*".

Le 12 août, une vingtaine d'entre eux avaient eu le courage de manifester devant l'entrée du New York Stock Exchange, à Wall Street, avec l'appui de la fédération syndicale AFL-CIO. Pour un résultat ambigu et édifiant : sommés par un trader goguenard de "trouver un job", évités comme des pestiférés par les salariés du quartier, ces démentis vivants du rêve américain ont dû se contenter des applaudissements de touristes étrangers !

Leur sort ouvre au moins le débat sur l'adaptation du filet de sécurité aux contraintes inédites de cette "*drôle de crise*" : une croissance beaucoup trop molle pour doper l'emploi dans les trois ans à venir. Au coeur de la débâcle financière de 2008, la presse américaine analysait, avec un ton d'ethnologue, les avantages de la protection sociale européenne comme amortisseur de la récession et, en 2009, le Congrès démocrate

obtenait, malgré l'opposition d'une frange extrémiste républicaine, d'étendre la durée des indemnités, toujours limitées à la moitié du salaire, avec un plafond de 450 dollars par semaine...

Même les statistiques peinent à décrire cette nouvelle réalité du chômage de longue durée : la (légère) baisse du nombre de sans-emploi à 9,5 % reflète aussi l'abandon de tout recours par une frange de chômeurs découragés, et la part croissante des personnes en fin de droits, exclues des chiffres officiels. Un rapport, publié au début d'août par le Bureau of Economic Analysis, révèle d'ailleurs que le revenu moyen a chuté spectaculairement dans les grandes villes, comme Chicago (- 3,6 %), Los Angeles (- 3,8 %) et New York (- 4,6 %).

Conséquence, dans un pays où les deux tiers des ménages possèdent leur logement, le nombre des foreclosures (saisies par les banques pour cause de défaut de paiement des traites immobilières) remonte sensiblement, de près de 7 % depuis l'année dernière, pour toucher plus de 2 millions de foyers. La majorité de ces impayés (60 %) sont aujourd'hui dus à la perte d'un emploi. D'où l'intervention de la Maison-Blanche, le 11 août, sous la forme d'une aide d'urgence de 3 milliards de dollars de prêts relais destinés aux propriétaires chômeurs, les plus vulnérables. Cette mesure vient s'ajouter aux invitations du gouvernement, depuis un an, à plus d'indulgence et de patience de la part des banques, priées d'accepter les renégociations de taux et, dans certains cas, une réduction du montant du capital à rembourser. Les résultats sont, là aussi, mitigés, en raison de la réticence des prêteurs... et, de plus en plus, du cynisme de certains débiteurs.

Selon une récente étude d'Experian, organisme de crédit à la consommation, environ 20 % des impayés sont le fait de ménages qui auraient les moyens de s'acquitter de leurs traites, mais choisissent d'abandonner à la banque un bien dont la valeur est considérablement inférieure au montant des remboursements. Ces "walk away" (fugueurs) du crédit nourrissent une nouvelle industrie du conseil juridique spécialisé, qui en dit long sur les perspectives du marché immobilier. Au mieux stabilisé, ce dernier pourrait s'affaïsser de 5 % dans les dix-huit mois, selon les estimations pour le moins pessimistes de Paul Dales, analyste en chef de l'institut de recherche Capital Economics : "*Nous sommes en présence de chiffres qui annoncent un double dip immobilier*", prévient-il. Un nouveau plongeon... C'en est fini, pour longtemps, du légendaire soutien de l'immobilier à la croissance américaine, de ce "*sentiment de richesse*" des ménages fondé sur la valeur possible de leur logement à la revente, clef des lendemains qui chantent et du crédit facile. Devant tant d'incertitudes, la vertu s'impose : le taux d'épargne des ménages, proche de zéro en 2007, dépasse maintenant 6 % des revenus disponibles - un niveau record - ce qui réduit d'autant la consommation. L'Etat peut-il prendre la relève ?

Un programme de relance presque épuisé

L'engagement pris par la Fed, au début d'août, de racheter pour 10 à 20 milliards de dollars par mois de bons du Trésor américain et de titres immobiliers revient à faire tourner la légendaire planche à billets fédérale pour gonfler la masse monétaire. Et irriguer un terrain qui s'assèche malgré le déversement de centaines de milliards de liquidités par la Réserve fédérale et le Trésor depuis le grand chambardement de la fin 2008. De son côté, le gouvernement n'a pas lésiné sur les moyens. Rares sont les autoroutes américaines qui n'affichent pas, sur fond de goudron neuf et de ballet de pelleteuses, un panneau de remerciement à l'American Recovery and Reinvestment Act de 2009, mieux connu sous le nom de "*Stimulus Plan*". Ce fameux programme de relance de 800 milliards de dollars de grands travaux d'infrastructures, de sauvegarde des services publics dans les Etats exsangues et de dégrèvements fiscaux, a été offert par Barack Obama dès son entrée en fonction. Et est déjà aux trois quarts dépensé. Le président assure avoir ainsi sauvé 3 millions d'emplois et tentera d'obtenir, cet automne, au Congrès, une nouvelle subvention fiscale pour les PME, les plus créatrices d'emplois. La résurrection de l'automobile américaine, assainie, réformée et fière de ses premiers bénéficiaires, un an après l'aide spectaculaire de Washington, pourrait lui offrir un argument de poids. Mais un gouvernement déjà attaqué pour son renflouement massif de Wall Street en 2009, puis pour le coût (80 milliards annuels) de sa réforme historique de l'assurance santé, peine aujourd'hui à défendre l'idée d'une injection supplémentaire de fonds publics, au moment où s'amorce un nouveau ralentissement.

L'énormité du déficit budgétaire fédéral et de l'endettement américain obère en effet l'avenir de la première économie mondiale, tant financièrement, par la hausse probable des taux d'intérêt, que politiquement, par sa dépendance de plus en plus malaisée envers le grand créancier chinois. Mais, à court terme, Obama imaginait avoir reçu de son électorat un mandat pour des réformes sociales minimales et une politique d'intervention pragmatique visant au retour de la croissance. Le voici confronté, à la veille des élections de

mi-mandat, à un débat idéologique violent sur le rôle et le poids de l'Etat dans une "*société de liberté*", débat dominé par les républicains, qui s'acharnent à vouloir reconduire les baisses d'impôts instituées par George Bush, notoirement favorables aux plus hauts revenus. La photo souriante de l'ex-président décrié, soudain à la Une de *BusinessWeek*, en dit long sur la confusion ambiante. Elle reflète non pas de la nostalgie, mais une nouvelle peur américaine, inédite au pays des pionniers : celle du futur.

Un article de Lexpress.fr du 24 septembre :

L'accès à l'eau est un droit imprescriptible des peuples. (titre du site) (26.09)

(le titre de L'Express : *Haro sur les géants de l'eau.*)

Jeudi soir, dans une centaine de cinémas associatifs en France, est projeté *Water makes money* : un documentaire allemand au titre anglais qui nous parle de la distribution de l'eau en France (vive la mondialisation...). Des mouvements comme Attac, la Fondation France Libertés de Danielle Mitterrand ou encore la Coordination Eau Ile-de-France se sont mobilisés à la fois pour financer et diffuser ce film, qui milite clairement pour un retour à une gestion publique de l'eau.

Réalisé par Leslie Franke et Herdolor Lorenz, déjà auteurs en 2005 de "*Eau service public à vendre*", qui portait surtout sur des exemples britanniques et allemands, ce nouveau film, tout aussi engagé, se consacre cette fois-ci largement aux villes tricolores, avec quelques détours outre-Rhin et outre-Atlantique. Les deux réalisateurs allemands, qui travaillent depuis des années pour ZDF ou encore Arte, s'étaient déjà illustrés avec un film contre la privatisation du rail. L'objectif de *Water makes money* ? "*Décortiquer le système de la délégation de service public*", explique Jean-Claude Oliva, président de la Coordination Eau Ile-de-France. Impossible toutefois de voir le film avant sa sortie officielle... par crainte, selon le diffuseur français La Mare aux canards, d'une manoeuvre de Veolia ou Suez pour le faire interdire. Il fallait donc se rendre hier soir jusqu'à Louviers, en Haute-Normandie, pour le découvrir en avant-première nationale.... Ou attendre le DVD transmis ce jour à la rédaction.

En guise de fil rouge du film, un homme : Jean-Luc Touly, ex-cadre et syndicaliste de Veolia pendant 30 ans, licencié en 2006 pour avoir publié des ouvrages dénonçant les scandales de l'eau, désormais bras droit de Danielle Mitterrand à la Fondation France Libertés... et tout juste réintégré dans le groupe par une décision de justice après des années de procédure. Touly ouvre le film, devant le siège parisien de Veolia Environnement, brandissant l'un de ses livres, *L'eau des multinationales*. Il le clot, devant l'Assemblée nationale, en affirmant : "*Le retour au service public de l'eau est possible.*" Domage que les réalisateurs n'aient pas assumé le choix de ce fil rouge jusqu'au bout, en nous racontant l'histoire du combat de Touly, ses motivations, ses découvertes et ses éventuelles zones d'ombre.

Au lieu de cela, ils nous baladent de Paris à Toulouse, en passant par Grenoble et Bordeaux, en brassant affaires récentes -renouvellement en 2010 du contrat du Sedif au profit de Veolia- et anciennes -privatisation de l'eau à Grenoble par Alain Carignon au profit de Lyonnaise des Eaux-, en sautant d'un sujet complexe à l'autre: le prix puis la qualité de l'eau. En ignorant un acteur important du marché, le n°3, la Saur. En oubliant que si Paris est revenu à une gestion publique de l'eau début 2010, des activités comme la relation avec les clients sont toujours confiées à des groupes privés, en l'occurrence Lyonnaise des Eaux-Suez, pour cinq ans. En suscitant la colère d'un des meilleurs connaisseurs du sujet, l'ancien journaliste Marc Laimé, auteur du blog *eaux glacées* et interviewé dans le film.

"L'eau nécessite de l'argent"

Le plus souvent, c'est Veolia qui est pointé du doigt. Le groupe a été sollicité par les réalisateurs mais n'a pas souhaité répondre à leurs questions. En revanche, Suez, interrogé, a accepté de jouer le jeu et envoyé sa directrice du développement durable au charbon. Celle-ci s'en sort au final par une pirouette habile : "*Wasser braucht geld*" (l'eau nécessite de l'argent) et non pas "*water makes money*" (l'eau produit de l'argent) lance la jeune femme à la caméra. Mais les enjeux et questions posés par le film dépassent largement sa seule compétence. On aurait aimé entendre les grands patrons de l'eau sur le sujet : conflits d'intérêt, lobbying effréné, corruption, les accusations sont graves.

Chacun sait que le secteur a encore du chemin à faire avant d'être aussi clair que l'eau qu'il nous sert au robinet. Pas sûr que ce film y contribue réellement. En revanche, il est évidemment un outil pour mobiliser les citoyens à deux ans du Forum mondial de l'eau qui se tiendra à Marseille et des élections présidentielles. Comme le rappelle Touly en épilogue : "*Les deux-tiers des contrats français de délégation de service public arrivent à échéance dans les quatre ans.*" Comprenez : la guerre est ouverte. Partisans de la gestion publique et entreprises privées vont s'affronter sans pitié.